



Acharnement contre les salariés du public : STOP !

Issu du plus petit groupe de l'Assemblée nationale, le gouvernement Barnier fait preuve d'un acharnement sans précédent contre tous les salariés du public.

Taper sur les plus pauvres : 6 CENTIMES en bas de grille !

S'agit-il de relancer l'opération « pièces jaunes » ? Non, c'est sans aucune honte que le gouvernement Barnier crée une « indemnité différentielle » de 6 centimes d'euros, qui sauve les plus bas salaires du public d'une nouvelle noyade sous le niveau SMIC. Ce dernier a en effet connu une très maigre revalorisation de 2% au 1^{er} novembre. Pourquoi ne pas revaloriser de 2 % le premier échelon dans la fonction publique ? Car celui-ci aurait été au même niveau que le 2^e ! Ce qui aurait annihilé tout principe de carrière. Le « principe » est donc maintenu, au prix de progressions d'un échelon à l'autre qui s'apparentent à une course d'escargots !

Taper sur ceux qui sont bloqués en bout de grille : suppression de la GIPA !

Faute de contingents suffisants dans les tableaux d'avancement et listes d'aptitudes, compte tenu aussi des reculs de l'âge de départ en retraite et en dépit de tous les « repyramidages » du monde, un nombre croissant de collègues se retrouvent sans aucune perspective de progression, à stagner pendant des années au même indice.

Faute d'indexation du point sur l'inflation, la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), créée en 2008, constituait un pansement sur l'hémorragie du pouvoir d'achat qu'ils subissent.

Ce dispositif de secours, qui concerne près de 400 000 fonctionnaires, est brutalement supprimé par le gouvernement ! Pour, selon lui, réaliser une « économie » de 267 millions d'euros.

Cette « économie », qui se fait sur le dos des salariés du public, est à comparer aux quelque 8 MILLIARDS d'euros du crédit d'impôt-recherche (à l'inefficacité avérée), aux 200 MILLIARDS d'euros d'aides fiscales et sociales diverses aux dirigeants de sociétés privées, aux 413 MILLIARDS d'euros de dépenses programmées pour la guerre...

Taper sur les malades !

Vous avez la malchance d'être malade ? C'est vous qui devrez passer à la caisse !

-> Passage de 1 jour à 3 jours de carence pour les arrêts maladie

-> Amputation de 10 % du traitement indiciaire perçu pendant les 3 premiers mois d'un arrêt maladie ordinaire (et donc répercussion sur les primes statutaires). La brèche est ouverte : 10 % aujourd'hui, combien demain ?

Les mensonges du gouvernement pour asséner ce coup de massue :

- 14,5 jours d'absence en moyenne pour les agents publics contre 11,7 jours pour les salariés du privé (rapport de l'IGAS). FAUX : il faut comparer ce qui est comparable. À conditions d'emploi, d'âge, de santé équivalentes, il n'y a pas de différence majeure entre public et privé (même rapport) ! On recrute et on travaille de plus en plus tard dans le public, les conditions de travail y sont de plus en plus dégradées : forcément, la santé s'en ressent !

- 3 jours de carence dans le privé, 1 seul dans la fonction publique. FAUX : les 3 jours de carence dans le privé ne concernent qu'une minorité de salariés. 70% des salariés du privé sont couverts par la prise en charge par l'employeur de la totalité des jours de carence.

Et à prochaine échéance : taper sur tout le monde !

-> Surgel du point d'indice (presque 30 % perdus depuis 2000...)

- > Mise en place d'une 2^e journée de solidarité
- > Rémunération « au mérite », c'est-à-dire disparition des garanties statutaires de rémunération
- > Facilitation du licenciement de fonctionnaires pour « insuffisance professionnelle »...
- > Augmentation du ticket modérateur (c'est-à-dire du reste à charge pour l'assuré), qui passerait de 30 % à 40 % en 2025 ! Inacceptable ! Sans compter la double peine pour les assurés avec l'annonce de l'augmentation des mutuelles...

Dans l'ESR, la méga-austérité frappe fort aussi !

- > 60 universités/80 seront en déficit en 2025 !
- > Après un recul de 900 M. en 2024, le budget 2025 ne compensera même pas l'inflation. Les fameuses « marches » budgétaires de la LPR s'écroulent, en étant divisées par trois !
- > Les mesures de l' « acte 2 de l'autonomie », que le nouveau ministre Hetzel n'abandonne pas, ce sont à terme : la fin des statuts nationaux avec le recrutement et la carrière des BIATSS comme des autres à la main de l'établissement, la modulation des temps de service des enseignants et enseignants-chercheurs, le passage des personnels CNRS et des autres EPST sous la coupe d'universités « chefs de file », la course aux « ressources propres » (avec la vente ou la location à la découpe de l'immobilier universitaire, l'augmentation des frais d'inscription...)
- > Dans les CROUS demeurent les inégalités entre personnels PO ITRF, contractuels et les plafonds d'emplois insuffisants, le gel des dotations d'emploi malgré une hausse sans précédent de l'activité (notamment en restauration). Quant au « projet de réseau » ce sont des inégalités renforcées par la territorialisation ou le financement sur fonds privés (mécénat, crédit d'impôt recherche « vert »)...

Avec FO, revendiquons :

- > Abrogation de la réforme des retraites.
- > Retrait de toutes les annonces et de toutes les mesures qui pénalisent les agents en arrêt maladie (jours de carence, baisse du traitement...).
- > Revalorisation immédiate de 10% du point d'indice et ouverture des négociations pour rattraper la perte de pouvoir d'achat.
- > Rétablissement immédiat de la GIPA 2024 et 2025 dans l'attente de l'indexation du point d'indice sur l'inflation, intégration des primes dans le traitement indiciaire et réaligement de la prime des PRAG-PRCE et assimilés sur celle des enseignants-chercheurs.
- > Maintien de tous les statuts nationaux de corps au sein du statut général de la fonction publique, avec toutes les garanties afférentes, titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent.
- > Retrait de toutes les annonces concernant l'ESR, création des postes en nombre suffisant pour encadrer les étudiants et allocations des dotations récurrentes et pérennes pour faire de la recherche comme pour enseigner, décontingements des TA et LA pour permettre des déroulements de carrière garantissant des progressions sur toute la carrière.

STOPPONS les charognards qui, au nom d'une méga-austérité totalement illégitime, dépècent le service public et les droits de ses agents !

Sans attendre, il faut préparer la résistance et la riposte.

Le 19 novembre, mobilisons-nous !

Partie prenante du [très large appel intersyndical ESR](#) pour ce jour-là, FO ESR appelle les personnels à se mobiliser massivement, à rejoindre les AG avec les étudiants, à participer aux réunions d'information syndicale, à dresser les cahiers de revendications, à transmettre les motions votées et à décider ensemble des moyens d'action nécessaires.

PRÉPARONS LA GRÈVE !